



PRÉFET DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Arrêté n° ^{BAG}6-01 du 04 JAN. 2016
portant organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté

La préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté,

*Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

Vu la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 26 ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Mme Christiane BARRET préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfète de la Côte-d'Or ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté du 1er janvier 2016 portant nomination de M. Jean RIBEIL au poste de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Considérant le fait que les agents qui auraient choisi la modalité de travail en site distant pourront continuer d'en bénéficier, quelle que soit l'issue de l'expérimentation de celle-ci ;

Vu l'avis des comités techniques des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des régions Bourgogne et de Franche-Comté, réunis en formation

conjointe le 24 novembre 2015 ;

Sur proposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Arrête :

Article 1 :

La direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté a son siège à Besançon. Son organisation est en bi-sites entre Dijon et Besançon.

Article 2 :

L'organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté est constituée des structures suivantes rattachées au directeur régional :

- Le secrétariat général ;
- Le pôle « entreprises, emploi, économie » ;
- Le pôle « politique du travail » ;
- Le pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » ;
- Le service « Etudes-statistiques-Evaluation » ;
- Huit unités départementales, à savoir :
 - o L'unité départementale de Côte d'Or ;
 - o L'unité départementale du Doubs ;
 - o L'unité départementale de Haute Saône ;
 - o L'unité départementale du Jura ;
 - o L'unité départementale de la Nièvre ;
 - o L'unité départementale de la Saône et Loire ;
 - o L'unité départementale du Territoire de Belfort ;
 - o L'unité départementale de l'Yonne ;
- Ainsi qu'une cellule d'appui à la modernisation et à l'accompagnement du changement et un service communication.

L'organisation détaillée et les implantations des structures sont précisées en annexe.

Article 3 :

Article 3-1 : Le secrétariat général est chargé d'assurer à l'ensemble des structures de la DIRECCTE définies à l'article 2 les moyens humains et matériels nécessaires à leur fonctionnement ainsi que le suivi budgétaire.

Article 3-2 : Le pôle « entreprises, emploi, économie » est chargé des actions de développement des entreprises et de l'emploi, notamment dans les domaines de l'innovation et de la compétitivité des entreprises, en France et à l'étranger, du marché du travail, de la formation professionnelle continue, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales, des services et du tourisme, ainsi que de celles, définies par le ministre chargé de l'économie, dans les domaines de l'intelligence économique et, pour ce qui la concerne, de la sécurité économique.

Article 3-3 : Le pôle « politique du travail » est chargé de la politique du travail et des actions d'inspection de la législation du travail.

Article 3-4 : Le pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » est chargé des

actions de contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales entre entreprises, de protection économique des consommateurs et de sécurité des consommateurs ainsi que de contrôle dans le domaine de la métrologie.

Article 3-5 : Le service « Etudes-statistiques-évaluation » est chargé de contribuer à la réflexion stratégique régionale en produisant des analyses et données relatives aux politiques mises en œuvre par la DIRECCTE.

Article 4 :

Les unités départementales constituent l'échelon départemental de la DIRECCTE. Elles assurent la mise en œuvre dans le département des politiques publiques dans les domaines de l'emploi et du développement économique et veillent à l'application de la réglementation du travail.

Article 5 :

L'organisation décrite aux articles susvisés est mise en place à la date de publication du présent arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne- Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-France-Comté.

La préfète,



ANNEXE

Organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté

1/ Organisation détaillée :

Une structure N-1 est rattachée au directeur régional. Une structure N-2 ou N-3 est rattachée à la structure de rang supérieur la précédant dans le tableau ci-dessous.

L'implantation géographique est la ville où est localisé le responsable de la structure.

Structures N-1	Structures N-2	Implantation géographique
Secrétariat général	Département des relations sociales	Besançon
	Département finances	Besançon
	Département moyens généraux	Besançon/Dijon
		Besançon/Dijon
Pôle « entreprises, emploi, économie »	Service de la compétitivité des entreprises et du développement des territoires	Besançon/Dijon
		Besançon/Dijon
		Besançon/Dijon
	Service du développement de l'emploi et des compétences	Besançon
	Service régional de contrôle de la formation professionnelle	Dijon
	Service de gestion	Besançon
	Service des fonds sociaux européens	Besançon/Dijon
Pôle « politique du travail »	Service de l'inspection médicale régionale	Dijon
	Unité d'appui et de contrôle à la lutte contre le travail illégal	Besançon/Dijon
	Département de l'animation du dialogue social et du traitement des recours	Besançon
	Service régional d'appui	Besançon/Dijon
	Département de la mise en œuvre de la politique travail	Besançon
Pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie »	Service concurrence	Besançon/Dijon
	Service de l'animation et de l'appui aux DDI	Besançon
	Brigade interrégionale des vins	Dijon
	Service de métrologie	Besançon/Dijon
Service « Etudes-Statistiques-Evaluations »		Besançon/Dijon

2/ Ressort des unités départementales :

Unité départementale	Compétences mises en œuvre	Ressort d'exercice des compétences
Unité départementale de Côte d'Or	Mission emploi et développement économique	Côte d'Or
	Mission d'application de la réglementation du travail	Côte d'Or
Unité départementale du Doubs	Mission emploi et développement économique	Doubs
	Mission d'application de la réglementation du travail	Doubs
Unité départementale de Haute Saône	Mission emploi et développement économique	Haute Saône
	Mission d'application de la réglementation du travail	Haute Saône
Unité départementale du Jura	Mission emploi et développement économique	Jura
	Mission d'application de la réglementation du travail	Jura
Unité départementale de la Nièvre	Mission emploi et développement économique	Nièvre
	Mission d'application de la réglementation du travail	Nièvre
Unité départementale de la Saône et Loire	Mission emploi et développement économique	Saône et Loire
	Mission d'application de la réglementation du travail	Saône et Loire
Unité départementale du Territoire de Belfort	Mission emploi et développement économique	Territoire de Belfort
	Mission d'application de la réglementation du travail	Territoire de Belfort Doubs
Unité départementale de l'Yonne	Mission emploi et développement économique	Yonne
	Mission d'application de la réglementation du travail	Yonne